

**Avis n° 211. 17**

**Article 9 de la loi du 12 novembre 1997  
sur la publicité de l'administration dans les provinces et les communes**

**Objet :** la demande « d'information au sujet des collaborateurs du **(des)** cabinet(s) du bourgmestre **(et des échevins)** » adressée par Madame Ariane THIEBAUT à la commune de Saint-Gilles.

**I. LES FAITS**

1. Le 11 août **2017**<sup>1</sup>, Madame THIEBAUT a adressé un courrier électronique à la commune, via la plateforme [www.transparencia.be](http://www.transparencia.be) (ci-après : « **Transparencia** ») afin d'obtenir « sous format électronique, **la** liste des membres des cabinets du bourgmestre et des échevins, pour les trois dernières législatures (2000-2006, 2006-2012 et 2012 à ce **jour**) ».

La demanderesse précise qu'elle souhaite connaître, pour chaque collaborateur ou expert externe d'un cabinet :

- « - sa date d'entrée en fonction et de sortie éventuelle ;
- la modalité de son engagement (congé administratif pour exercer une activité politique, contrat de travail, **etc.**) ;
- sa profession et son employeur précédents ;
- son volume d'emploi (temps plein, mi-temps, etc.) ;
- son titre et ses attributions et ou compétences ;
- copie de sa fiche de rémunération annuelle brute ;
- les mandats dérivés éventuels pour lesquels la commune/le collège l'a désigné (avec date de début/date de fin et titre exact de ces mandats) ».

**2.** Cette demande a donné lieu aux échanges suivants, sur la plateforme **Transparencia** :

**12 septembre 2017**

Madame, **Monsieur,**

Merci de bien vouloir transférer cet e-mail à la personne responsable des demandes d'accès à l'information publique.

En l'absence de réaction de votre part à ma requête du 11 août 2017, intitulée "Composition des cabinets du bourgmestre et des échevins", par laquelle je demande à la Commune de Saint-Gilles l'accès à divers documents, j'introduis une demande de reconsidération.

---

<sup>1</sup> Selon la plateforme *transparencia*.

Un recours est également introduit ce jour auprès de la **CADA**.

Un historique complet de la correspondance est disponible sur Internet à l'adresse suivante : [http://transparencia.be/fr\\_BE/request/co...](http://transparencia.be/fr_BE/request/co...)

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Ariane Thiébaud

3. Le 12 septembre 2017, Madame THIEBAUT a introduit une demande d'avis auprès de la Commission.

Elle précise qu'une demande de reconsidération a été adressée, le même jour, à la commune et communique le lien à partir duquel la demande initiale et les échanges de courriers électroniques - en ce compris la demande de reconsidération - peuvent être consultés.

La demanderesse indique qu'elle souhaite que son adresse postale reste confidentielle afin de ne pas pouvoir être identifiée formellement.

**4. Par** un courrier du 13 septembre 2017 le secrétariat de la Commission a invité la commune à faire part de ses observations pour le 26 septembre 2017.

5. Par un courrier adressé au secrétariat de la Commission par voie électronique le 26 septembre, la commune demande qu'un délai supplémentaire de deux jours lui soit donné pour faire valoir ses observations.

Elle indique que « **malheureusement**, il est matériellement impossible pour la Commune de fournir cette position pour [la date du ...] ; en effet, ce point doit être abordé lors d'une réunion du collège des Bourgmestre et Echevins » et précise que « la prochaine réunion du Collège est fixée au 28 septembre prochain au **matin** ». En conséquence, la commune a demandé à la Commission de **lui** accorder un délai supplémentaire de 2 jours pour lui transmettre sa position.

**Par** un courrier daté du 28 septembre 2017, la commune de Saint-Gilles a formulé les observations suivantes :

« [...] »

La commune de Saint-Gilles est pleinement convaincue de l'intérêt et de la nécessité de faire preuve de la plus grande transparence à l'égard du public. Ce droit à la transparence et à l'accès à tout type de documents administratifs, aussi légitime **soit-il**, peut cependant se heurter aux impératifs du bon fonctionnement d'une administration et à l'intérêt de la préservation de la vie privée des agents qui la composent

Ainsi, si la commune est en capacité de répondre à la demande de Madame THIEBAUT en ce qui concerne la législature actuelle, elle ne peut le faire pour les législatures précédentes, car cela requerrait un travail de recherche et de compilation trop important, chronophage et disproportionné au regard de l'intérêt poursuivi.

En l'absence de document préexistant, qui aurait pu être diffusé sous les réserves développées ci-dessous, la commune ne peut donc répondre favorablement à la demande de Madame THIEBAUT concernant les législatures de 2000-2006 et de 2006-2012.

**S'agissant** de la législature actuelle, la commune donne son accord pour transmettre à Madame THIEBAUT les informations relatives :

- au nombre d'agents communaux concernés
- leur volume d'emploi

- leur grade
- les mandats existants
- le coût total annuel de ces agents sur le budget (**primes comprises**)

Afin de protéger le droit à la vie privée des agents concernés, et dans le strict respect des avis rendus par votre commission, la commune décide de ne pas transmettre à Madame THIEBAUT les éléments suivants :

- l'identité de ces agents et de leur adresse personnelle ;
- leurs professions et leurs employeurs précédents ;
- copie de leur fiche de rémunération annuelle brute ;

La commune pourrait exiger de la demanderesse que celle-ci communique une adresse électronique personnelle ou une adresse postale pour lui transmettre sa réponse. De ce point de vue, la demande de Madame THIEBAUT de faire exclusivement usage de la plateforme Transparencia est manifestement abusive. Il ressort d'un précédent avis rendu par votre commission pour une question similaire (**n° 194.17**) que la demanderesse est particulièrement soucieuse de ne pas être formellement identifiée par le biais de son adresse postale notamment. Nous nous permettons ici de nous étonner qu'il soit exigé de l'administration de fournir à un utilisateur, promoteur de la transparence mais dont l'existence réelle n'est elle-même pas **vérifiable**, des informations et des documents qui ont parfois été soumis, en application de la nouvelle loi communale, au huis-clos des débats du conseil communal.

Néanmoins et afin de permettre à Madame THIEBAUT d'accéder aux informations que la commune estime **diffusables**, la réponse de notre collègue sera transmise à titre exceptionnel à l'adresse générale communiquée par la demanderesse ».

## II. RECEVABILITE **DE** LA DEMANDE D'AVIS

1. L'article 5, alinéa 2, de la loi du 12 novembre 1997 précise que « **pour** les documents à caractère personnel, le demandeur doit justifier d'un intérêt ».

L'article 2, 3° définit les documents à caractère personnel comme étant « ceux qui comportent une appréciation ou un jugement de valeur relatif à une personne physique nommément désignée ou aisément identifiable ou la description d'un comportement dont la divulgation peut manifestement causer un préjudice à cette personne ».

Tel n'est pas le cas en l'espèce. La demanderesse n'a donc pas à justifier d'un intérêt particulier.

2. L'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, de la loi du 12 novembre 1997 précitée dispose, pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Lorsque le demandeur rencontre des difficultés pour obtenir la consultation ou la correction d'un document administratif en vertu de la présente loi, y compris en cas de décision explicite de rejet visée à l'article 7, alinéa 5, il peut adresser à l'autorité administrative provinciale ou communale concernée une demande de reconsidération. Au même moment, il demande à la Commission Régionale d'accès aux documents administratifs créée par l'ordonnance du 30 mars 1995 relative à la publicité de l'administration, d'émettre un avis.

Il apparaît du site Transparencia - et la commune ne le conteste pas - qu'une demande de reconsidération a été adressée à la commune le 12 septembre 2017. La demande d'avis a été adressée à la Commission le même jour, par courrier électronique.

3. L'article 7, alinéas 3 **et** 4, de la loi du 12 novembre 1997 dispose :

L'autorité administrative provinciale ou communale qui ne peut réserver de suite immédiate à une demande de publicité ou qui la rejette communique dans un délai de trente jours de **la** réception de la demande les motifs de l'ajournement ou du rejet. En cas d'ajournement, le délai ne pourra jamais être prolongé de plus de quinze jours.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, la demande est réputée avoir été rejetée.

La demande de publicité a été introduite sur la plateforme Transparencia le **11 août** 2017.

Le 12 septembre 2017, la demanderesse a déduit de l'absence de réaction à sa demande pendant un délai de plus de trente jours que la commune lui opposait un refus **implicite**, contre lequel elle a immédiatement introduit une demande de reconsidération, ainsi qu'une demande d'avis à la Commission.

La demande d'avis n'est pas prématurée.

### III. EXAMEN DE LA DEMANDE

#### a) Les modalités de **la** demande d'accès : l'introduction d'une demande via Transparencia

Dans son avis n° **159.17**<sup>2</sup>, et des avis postérieurs, la Commission s'est prononcée comme suit :

« [...] la commission est d'avis que les demandes qui sont adressées aux autorités administratives à travers la plateforme '**transparencia**' doivent toutes être traitées dans le respect notamment des articles 10, 11 et 32 de la Constitution, des lois, décrets et ordonnances adoptés en vertu de cette dernière **disposition**, et des principes généraux du droit administratif, de la même manière que le seraient des demandes formulées par d'autres biais.

En d'autres termes, il s'agit de réserver à ces demandes les mêmes garanties qu'à toute autre demande d'accès, mais également de leur appliquer les mêmes exigences inscrites dans les législations relatives à la publicité de l'administration, le cas échéant sans rompre avec l'interprétation constante qui est faite de ces dispositions par les **autorités**, instances et juridictions appelées à les appliquer.

Or, par exemple, s'il est vrai que la loi du 12 novembre 1997 prévoit, en son article 6, qu'une demande doit être adressée par écrit à l'autorité administrative locale, sans exclure que cet écrit puisse prendre la forme d'un **courrier** électronique, cette condition, commune à d'autres législations relatives à la publicité de l'administration, est interprétée souplement par les administrations, qui accueillent et traitent les demandes formulées par **la** voie électronique.

[...]

En ce qui concerne la recevabilité d'une demande adressée par le biais de « transparencia », il n'y a pas lieu de faire prévaloir une interprétation restrictive de l'article 6 de la loi du 12 novembre 1997, en exigeant un écrit signé et permettant l'identification du demandeur, au risque de commettre une

---

<sup>2</sup> Voy. **égal.** l'avis 156.16 (fondé sur l'article 21, alinéa 2, de l'ordonnance du 30 mars 1995 relative à la publicité de l'administration).

rupture inexpiquée par rapport à une ligne de conduite jusque là constante des autorités publiques s'agissant d'interpréter - soupement - cette exigence et d'accepter de répondre à des demandes formulées par simple courrier électronique ».

Toutefois, lorsque la demande porte sur un document à caractère personnel, l'autorité doit vérifier l'identité du demandeur pour apprécier s'il dispose de l'intérêt légalement requis pour y accéder, ce que ne permet pas l'envoi d'un simple message électronique. Une telle demande devrait être déclarée irrecevable, mais l'autorité pourrait inviter le demandeur à lui réadresser une demande strictement conforme aux exigences formelles de l'article 6 de la loi du 12 novembre 1997 ».

Conformément à cette jurisprudence, la Commission est d'avis que la demande d'accès adressée à la commune par le biais de Transparencia est recevable.

## b) L'objet de la demande d'accès : la notion de document administratif

1. La demande d'accès concerne des informations au sujet des collaborateurs du (des) cabinet(s) du bourgmestre (et des échevins) et, plus précisément, « pour chaque collaborateur ou expert externe d'un cabinet » :

- « - sa date **d'entrée** en fonction et de sortie éventuelle ;
- la modalité de son engagement (**congé** administratif pour exercer une activité politique, contrat de travail, etc.) ;
- sa profession et son employeur précédents ;
- son volume d'emploi (temps plein, mi-temps, **etc.**) ;
- son titre et ses attributions et ou compétences ;
- copie de sa fiche de rémunération annuelle brute ;
- les mandats dérivés éventuels pour lesquels la commune/le collègue l'a désigné (avec date de **début/date** de fin et titre exact de ces mandats) ».

2. L'article 32 de la Constitution consacre « le droit de consulter chaque document administratif et de s'en faire remettre copie, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi, le décret ou la règle fixée à l'article 134 ». Selon les travaux préparatoires, le « document administratif » visé est « toute information, sous quelque forme que ce soit, dont les autorités administratives disposent [...] toutes les informations disponibles quel qu'en **soit** le support »<sup>3</sup>.

Les différentes législations relatives à la transparence administrative reprennent cette définition. Ainsi, l'article 2, alinéa 2, 2°, de la loi du 12 novembre 1997 définit le « document **administratif** » comme étant « **toute** information, sous quelque forme que ce soit, dont une autorité administrative dispose ».

Il résulte de ces définitions, que « si le support de l'information importe peu, il faut, à tout le moins, que celle-ci soit matérialisée dans un support pour se voir qualifiée de '**document administratif** »<sup>4</sup>.

La Commission a déjà indiqué que le droit d'accès aux documents administratifs ne vaut que pour des documents administratifs existants et qu'il n'impose pas à l'autorité administrative concernée d'établir des documents **inexistants**<sup>5</sup>.

<sup>3</sup> Doc. parl. Ch. repr., sess. 1992-1993, n° 839/1, p. 5.

<sup>4</sup> L. MANISCALCO, « La notion de document administratif », in *La publicité de l'administration, Vingt ans après, bilans et perspectives* (dir. V. MICHELS), Bruxelles, Bruylant, 2015, p. 115.

Si les informations demandées ne sont pas consignées sur un **(ou des) support(s)** quelconque(s) dont elle dispose, la commune n'est pas tenue d'effectuer des recherches, d'en consigner les résultats et d'établir un document administratif *en vue* de répondre à la demande d'accès.

A supposer que l'administration ait une obligation légale d'établir un document administratif déterminé ayant pour objet les informations sollicitées - ce qui n'est pas allégué en l'espèce - il incombe aux personnes qui souhaitent en prendre connaissance de d'abord mettre en **œuvre** les procédures adéquates en vue de contraindre cette autorité à remplir ses **obligations**<sup>6</sup>.

Si, toutefois, l'information demandée est totalement ou partiellement consignée sur un ou des supports dont dispose la commune, elle entre dans le champ d'application de l'article 9 de la loi du 12 novembre 1997 et doit, en principe, être communiquée (sauf les exceptions prévues par la loi). Et ce, en principe, pour toutes les législatures visées dans la demande.

Ainsi, les décisions par lesquelles des personnes sont affectées aux cabinets du bourgmestre et des échevins au cours des trois dernières législatures sont des documents qui entrent en principe dans le champ d'application de la **loi**<sup>7</sup>.

### c) Les exceptions à la publicité

1. Dans l'hypothèse où l'information sollicitée, ou une partie de celle-ci, est matérialisée dans un ou plusieurs **support(s)** quelconque(s), et répond ainsi à la définition de « **document administratif** »; la commune doit veiller au respect des exceptions à **la** publicité de l'administration.

2. L'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, de **la loi** du 12 novembre 1997 consacre des exceptions (facultatives) au droit d'accès :

« Sans préjudice des autres exceptions établies par la loi, le décret ou l'ordonnance pour des motifs relevant de l'exercice des compétences de l'autorité fédérale, de la Communauté ou de la Région, l'autorité administrative provinciale ou communale peut rejeter une demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie d'un document administratif dans la mesure où la demande :

1° concerne un document administratif dont la divulgation peut être source de méprise, le document étant inachevé ou incomplet;

2° concerne un avis ou une opinion communiqué librement et à titre confidentiel à l'autorité;

3° est manifestement abusive;

4° est formulée de façon manifestement trop vague ».

La Commission est d'avis que, dans la mesure où l'obligation de communication ne porte que sur des documents existants détenus par la commune (sans travail disproportionné de recherche et de compilation, comme précisé ci-dessus) et concerne un nombre limité de personnes, la demande n'est pas « manifestement abusive ».

---

<sup>5</sup> Voy. not l'avis n° 4.1997 ; la décision n° 21.2005 ; l'avis n° 59.2012.

<sup>6</sup> Voy. **pex.**, la décision n° 21.2005.

<sup>7</sup> **Voy.**, par analogie, l'avis n° 74.2013. La demande portait sur des affectations dans un cadre linguistique. A défaut d'organigramme existant, la Commission a considéré que les arrêtés de nomination à chaque poste constituaient les supports de l'information demandée.

Il n'apparaît donc pas que les informations demandées soient couvertes par l'une de ces quatre exceptions particulières.

3. Toutefois, l'article 22 de la Constitution et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme garantissent aussi, de manière générale, le droit au respect de la vie privée.

La Commission est d'avis que la commune doit veiller à ce que les documents qu'elle communique ne contiennent pas d'informations relevant de la vie privée des personnes concernées.

Selon la Commission, le droit au respect de la vie privée ne s'oppose pas à l'identification par le nom et le prénom des personnes affectées au cabinet d'un bourgmestre ou d'un **échevin**.

La Commission estime, en revanche, que les éléments suivants doivent être considérés comme relevant de la vie privée : professions précédentes, employeurs précédents, situation familiale, adresse personnelle, rémunération.

En conséquence, la Commission estime que les fiches de rémunération annuelles brutes relatives aux fonctions exercées dans un cabinet, à supposer qu'elles existent, doivent, à ce titre, être soustraites à la publicité.

La commune veillera, en outre, à ce que ces données soient omises des autres documents qu'elle communiquerait. A cet égard, la Commission attire l'attention, sur l'article 7, alinéa 2, de la loi, qui dispose :

« Lorsque, **en** application de l'alinéa précédent, un document administratif ne doit ou ne peut être soustrait que partiellement à la publicité, la consultation, l'explication ou la communication sous forme de copie est limitée à la partie restante ».

#### d) Les modalités de la communication des documents administratifs

1. La loi du 12 novembre 1997 ne définit pas les modalités de « communication » des copies. En particulier, elle n'impose pas explicitement de répondre favorablement à la demande de communication par voie électronique.

A l'heure actuelle, les échanges par voie électronique se généralisent, voire deviennent la voie normale d'échange entre les administrations et les administrés.

La **Commission** est d'avis que le mode de transmission le plus commode, **le** plus rapide, le plus écologique et le moins onéreux, de documents administratifs numérisés est leur envoi par voie électronique, lorsque l'administré dispose des moyens techniques nécessaires et lorsqu'il privilégie lui-même ce mode de communication.

2. La Commission est d'avis que la commune est libre de faire usage ou non de la plateforme **Transparencia**<sup>8</sup>.

---

<sup>8</sup> Voy. not l'avis. 159.17.

## AVIS

1. Si l'information demandée est totalement ou partiellement matérialisée sur un ou des **support(s) quelconque(s)**, dont dispose la **commune**, elle doit, en principe, être communiquée. La Commission songe, à cet égard, aux décisions par lesquelles des personnes ont été affectées aux cabinets du bourgmestre et des échevins au cours des trois dernières législatures.

En revanche, la commune n'est pas tenue, sur la base de la loi du 12 novembre **1997**, d'effectuer un travail de recherche et de compilation de données éparses et d'établir un document nouveau **afin** de répondre à la demande d'informations.

2. La Commission n'aperçoit pas quelle exception particulière prévue à l'article 7 de la loi du 12 **novembre 1997** s'appliquerait en l'espèce. En particulier, la demande, limitée aux documents existants détenus par la commune, ne paraît pas manifestement abusive.

Certaines informations (**professions** antérieures et employeurs précédents, adresse personnelle, situation familiale, rémunération, ...) sont couvertes par le droit au respect de la vie privée des personnes concernées. Le cas échéant, les documents seront soustraits partiellement à la publicité et la communication sera limitée à la partie restante. Les fiches de rémunération seront totalement soustraites à la publicité.

3. La commune peut répondre à la demande soit par le biais du site Transparencia, soit par une autre voie. Si elle décide de recourir au site Transparencia, elle peut soumettre la réutilisation des données aux conditions qu'elle définit en application des articles **4, 14** et 15 de l'ordonnance du 27 octobre 2016.

Avis donné le 9 octobre **2017** par la Commission d'accès aux documents administratifs de la Région de Bruxelles-Capitale. Le rapport était préparé par Madame Elisabeth **Willemart**, absente en réunion, et présenté par le Président.

Etaient présents, Monsieur M. Leroy, Président ; Monsieur F. **Eggermont**, Mesdames **C. Aerts**, **L. Therry**, **A. - F. Vokar**, membres ; et Madame V. Meeus, Secrétaire adjointe.

  
La Secrétaire adjointe  
Valérie Meeus

  
Le Président  
Michel Leroy